JEAN BAUDOUIN

L'échec communiste de juin 1981 : recul électoral ou crise hégémonique?

On imagine sans peine le traumatisme vécu par les communistes à l'écoute des résultats des élections législatives de juin 1981. Revenus à un niveau d'influence électorale comparable à celui de 1936, ils ont pu avoir l'impression qu'en l'espace de deux tours de scrutin l'effort de deux générations militantes en vue d'assurer l'hégémonie indiscutée du parti sur la gauche française était brutalement réduit à néant. Avant d'examiner les processus politiques qui ont conduit à cette situation et les répliques diverses que tentent de mettre en œuvre les dirigeants du parti, peut-être convient-il de préciser davantage cette notion d'échec qui est au cœur de toutes les analyses.

1. La problématique de l'échec

Personne ne conteste l'échec communiste de juin 1981. Ni les commentateurs de la vie politique qui s'appliquent à dresser l'inventaire exhaustif de ses manifestations immédiates : recul électoral, hémorragie militante, désarroi stratégique, crise d'identité. Ni la direction du Parti communiste qui reconnaît le « sérieux revers » enregistré et tente d'en éclaircir les raisons immédiates et lointaines. Il y a pourtant deux manières d'interpréter cet échec :

— ou bien, on considère qu'il s'agit d'une régression conjoncturelle, significative, certes, mais passagère et surmontable à terme, comparable à celle de juin 1958, la poussée socialiste jouant à cet égard une fonction réactive analogue à la vague gaulliste d'alors;

ou bien, on considère qu'il s'agit d'un déclin structurel, décelable dès les précédentes consultations électorales, sanctionnant l'inadaptation croissante des formes d'organisation et des schémas de pensée hérités du stalinisme à un ensemble national profondément transformé dans son décor politique et son profil sociologique.

L'hypothèse « basse » du recul est, naturellement, celle que retient la direction du PCF. Si l'on consulte, en effet, les principaux textes exégétiques produits depuis les élections, notamment le rapport de Georges Marchais au Comité central des 28 et 29 juin et le projet de Résolution établi par le Comité central des 12 et 13 octobre, trois sortes d'explications sont fournies:

- La première est d'ordre institutionnel. La présidentialisation agressive du régime issu de la Constitution de 1958, redoublée par la dynamique bipolarisante du scrutin majoritaire à deux tours (prime au parti dominant, incitation au vote utile), a privilégié de manière irréelle le Parti socialiste en même temps qu'il pénalisait le Parti communiste. Le recul du suffrage communiste serait, par conséquent devantage le fruit d'une « technologie » électorale particulièrement perverse que le désaveu cinglant d'une ligne politique : « Nous avons sous-estimé la sérieuse menace que constitue pour notre parti ce nouveau mécanisme institutionnel » (1).
- La seconde présente un aspect plus traditionnel et emprunte davantage à la « démonologie » qu'à la raison. Le parti a été la victime d'un « climat de guerre idéologique sans merci » (2), savamment orchestré par les puissances dominantes, massivement relayé par les grands médias, subtilement cautionné par les dirigeants socialistes. La vague déferlante de l'anticommunisme a détourné du parti des milliers d'électeurs potentiels.
- Enfin, la troisième explication revêt un caractère plus novateur dans la mesure où elle interpelle directement l'histoire du communisme français: le parti fait les frais du « retard stratégique » accumulé aux lendemains du XX^e Congrès du Parti communiste d'Umon soviétique. Si les noms augustes de Maurice Thorez et de Waldeck-Rochet ne sont jamais cités, on leur reproche implicitement « d'avoir réactivé la forme traditionnelle d'union dont le Front populaire demeure le modèle prestigieux, c'est-à-dire la recherche d'un accord politique fondamental et global avec le Parti socialiste » (3).

⁽¹⁾ Projet de Résolution, L'Humanité, 13 octobre 1981.

⁽²⁾ *Ibid*.

⁽³⁾ *Ibid*.

Il serait déraisonnable de nier la portée de cette dernière argumentation. Il n'est pas, en effet, dans les habitude d'un parti de tradition stalinienne de porter un regard critique sur sa propre histoire et d'en exciser de façon abrupte une manifestation aussi décisive que la stratégie du front unique au sommet avec les socialistes. L'interprétation du parti ne déroge pas cependant de manière significative à la grande tradition apologétique et légétimante de ses hagiographies. Elle présente, en effet, cette vertu de disculper les dirigeants actuels du parti et d'absoudre une fois encore les normes fondatrices du système (étatisme autoritaire, tentation idéocratique, solidarité internationaliste). Le projecteur braqué sur les « errements unitaires » des directions précédentes est aussi l'artifice qui permet d'isoler un moment du « trajet » pour mieux préserver l'inaltérable validité du « projet » .

En vérité, quelle que soit l'hypothèse retenue, le politiste ne peut faire l'économie d'une interprétation globale de l'évolution contemporaine du parti. Il est grand temps d'invalider toutes ces conceptions « existentialistes » qui ont si richement obscurci la compréhension du PC au cours des dernières décennies. De même qu'il était absurde de répéter sans cesse : « Le PC change-t-il ? », sans repérer au préalable les éléments du système communiste qui doivent effectivement changer pour qu'on puisse conclure à un changement réel. De même, il serait profondément desséchant de s'en tenir à une conception ponctuelle de l'échec, d'additionner et de hiérarchiser par exemple ses expressions immédiates, sans l'intégrer dans une « pathologie » générale du système communiste qui seule permet d'en éclairer la signification et d'en mesurer l'efficace.

A cet égard, il semble que le recul électoral de juin 1981 sanctionne de manière spectaculaire un processus certainement plus ancien mais dont l'intensité était tamisée par l'exaltante perspective du programme commun : la transition progressive du communisme français d'une « époque organique » marquée par l'institutionnalisation d'un certain nombre de privilèges au sein de la société française (notamment un quasi-monopole de représentation des couches les plus défavorisées) vers une « époque critique » marquée justement par la déconstruction progressive de ces privilèges. De « contresociété » puissante et stable qu'elle était, l'institution communiste tend à devenir une société périphérique et marginale. Est-il besoin d'ajouter que dans le cadre d'une étude nécessairement limitée nous nous contenterons de décrire les processus stratégiques qui ont engendré cette détérioration et les répliques que les dirigeants communistes envisagent pour juguler cette crise d'hégémonie.

2. La trajectoire de la crise

Si l'on regarde le déroulement de la stratégie eommuniste entre 1965 et 1981, on s'aperçoit que les dirigeants du parti expérimentent des pratiques unitaires au « sommet » puis « à la base » qui l'une et l'autre conduisent à l'échec mais n'en constituent pas moins un « doublet » traditionnel de l'histoire du parti. Celle-ci n'est-elle pas rythmée depuis ses origines par une alternance de périodes dites d'ouverture marquées par la recherche d'entente avec les socialistes et des périodes dites de repli placées sous le signe de la dénonciation des trahisons social-démocrates. En vérité, deux éléments s'opposent à une telle identification. D'une part, l'objectif d'un Programme commun de Gouvernement est inédit. D'autre part, la reconstitution d'un puissant Parti socialiste enfin ancré à gauche apparaît comme l'élément qui, à toutes les étapes de l'union, catalyse et approfondit le recul du PCF.

La relance d'une dynamique unitaire aux lendemains de la mort de Maurice Thorez répond, au premier abord, à des objectifs classiques. Il s'agit, certes, d'ouvrir de nouvelles perspectives de changement en réactualisant l'alliance au sommet avec le Ps. Il s'agit, surtout, d'hégémoniser politiquement et électoralement cette alliance en vue de parvenir au pouvoir dans les conditions les plus favorables. La perspective à long terme étant de réaliser une percée décisive au niveau du pouvoir d'Etat en prenant appui sur un vaste secteur public et nationalisé. Cependant, lorsque le parti porte cette recherche unitaire au débit d'un modèle inauguré au moment du Front populaire, il gomme l'aspect résolument hétérodoxe de la stratégie du Programme commun. Pour la première fois de son histoire, en effet, le PCF envisage un partage durable du pouvoir d'Etat entre les seuls socialistes et les seuls communistes en vue d'aller vers le socialisme. Alors qu'en 1936 il se rallie à la formule du « soutien sans participation » et qu'entre 1945 et 1947 il participe à un gouvernement de reconstruction incluant des représentants de la « bourgeoisie nationale ». Alors surtout, que nulle part en Europe, une autre Parti communiste ne condescend à établir des liens aussi préférentiels et aussi riches avec cet ennemi héréditaire du communisme qu'est la social-démocratie. La visée inédite du « Programme commun » explique les deux grands impératifs que se fixent les communistes à partir de 1972. D'une part, un impératif « sociologique » visant à élargir l'audience traditionnelle du parti vers les nouvelles couches salariées portées par la « révolution scientifique et technique ». D'autre part, un impératif « politique » visant à dessiner les contours

d'un « socialisme aux couleurs de la France » et à modifier son identité sur des points importants. A la différence de 1936 et de 1945 la direction du parti consent à gager sa candidature au pouvoir sur des réformes significatives : relâchement des liens avec l'Union soviétique (4), renoncement à la notion de dictature du prolétariat, reconnaissance d'un socialisme pluraliste, rétablissement d'un climat de discussion à l'intérieur du parti. Réformes partielles, gauches et plus ou moins sincères qui l'inscrivaient malgré tout dans un processus de distanciation à l'égard de l'Union soviétique, qui l'impliquaient presque malgré lui dans une perspective eurocommuniste.

Le « malheur » a voulu que cette démarche soit contemporaine d'un redressement spectaculaire du PS et que la dynamique de l'union profite davantage au « réformisme » moderne et sincère du Parti socialiste qu'au « réformisme » emprunté et ambigu du Parti communiste. La contradiction déjà visible à l'issue de l'élection présidentielle de juin 1974 éclate au grand jour lors des négociations de l'été 1977 autour de l'actualisation du Programme commun. Le veto opposé par le Ps tant à ses exigences institutionnelles (non à la « monarchie républicaine ») qu'à ses exigences économiques (plus de nationalisations, plus d'autogestion à la base) le dépouille des dernières « ressources » qu'il pouvait espérer mobiliser afin de contrôler l'orientation du futur pouvoir. Inapte à la fonction présidentielle, exclu des ministères clés, marginalisé au sein des grandes technostructures d'Etat, le parti est très concrètement confronté au scénario qu'il redoute le plus : devenir la caution ouvrière d'une simple gestion social-démocrate de la crise. D'où la décision de rompre l'union de la gauche. Et c'est à partir de ce moment que prend corps l'autre grande déconvenue du PCF. Le retour à une stratégie d'isolement et d'injures à l'égard des socialistes (la thèse du « virage à droite »), dont l'objectif était non seulement de reconstituer l'unité du parti sur des bases classiques (allégeance à l'Union soviétique, priorité aux pauvres et aux opprimés, exaltation du parti révolutionnaire), mais surtout de détruire les racines du renouveau socialiste et les légitimités unitaires dont il se réclamait : cet isolationnisme frénétique se retourne à nouveau en son contraire, alimentant à l'intérieur du parti une contestation ample et durable, renforçant encore davantage à l'extérieur du parti la crédibilité réformiste du Parti socialiste. Les « effets pervers » de l'unité apparaissent dans toute leur « hideur » en mai et juin 1981 : non seulement le Parti communiste

⁽⁴⁾ Sur les limites de ce relâchement, voir notre article, Le PCF, retour à l'archaïsme, Revue politique et parlementaire, déc. 1980.

essuie un revers électoral sans précédent mais une social-démocratie puissante et conquérante s'est lovée dans les mécanismes étatiques imaginées par le général de Gaulle.

Tout n'est donc pas faux dans cette exégèse communiste qui lie le recul du parti à l'accomplissement d'une coupable logique d'unité au sommet avec le Ps. Avec cette réserve fondamentale qu'on ne peut tirer argument d'une telle contemporanéité pour expliciter les raisons profondes du déclin communiste. La gravité de l'échec de la stratégie unitaire (le parti déstabilisé dans ses monopoles traditionnels de représentation de la classe ouvrière) a permis aux dirigeants communistes de renverser les responsabilités et d'imputer à une imprudente « eurocommunisation » un déclin qui est surtout redevable de la permanence au sein du parti de systèmes de pensée, d'organisation et d'action héritées de la période stalinienne.

3. Le déplacement des enjeux

L'échec communiste de juin 1981 condense soudainement ce déplacement progressif des enjeux qui caractérise la rivalité socialocommuniste depuis la signature du Programme commun:

- de 1972 à 1981 le PCF perd peu à peu la primauté qui était la sienne dans le champ électoral et qui lui permettait d'apparaître comme le « premier parti de gauche » ;
- en 1977 et en 1981, la rupture de l'union de la gauche et la participation symbolique au pouvoir illustrent dans des registres apparemment différents une même incapacité à établir une influence dominante au niveau des centres de pouvoir;
- depuis la formation du nouveau Gouvernement la concurrence entre le PS et le PCF se déploie dans un ultime champ : le contrôle politique et idéologique de la classe ouvrière, l'exercice de la « fonction tribunitienne » (5).

Le contrôle de la fonction tribunitienne

Le PCF ne dispose plus aujourd'hui que de deux « ressources » susceptibles de favoriser la remontée de son influence : la solidité de ses institutions, d'une part, la densité de son implantation populaire, d'autre part. La seconde nommée étant d'ailleurs prépondérante tant il est vrai qu'une organisation qui ne s'enracine pas dans

⁽⁵⁾ L'expression a été « immortalisée » par Georges LAVAU, Le communisme en France, Cahiers de la FNSP, 1968.

une pratique de masse est à moyen terme condamnée à se déliter. Or, la victoire du PS, si elle ébranle la mythologie du « parti de la classe ouvrière », ne détruit pas de fond en comble le vieux système d'échange qui lie le PCF aux « couches défavorisées » de la société et qui explique en partie son endurante prospérité :

- d'une part, il demeure le seul parti national à inscrire dans ses « gènes » organiques le postulat messianique de la primauté du prolétariat et à stimuler de manière rigoureuse la promotion de cadres d'origine ouvrière à tous les niveaux de son organisation;
- d'autre part, il continue de structurer durablement les demandes et les attentes de secteurs importants du monde ouvrier grâce à ce réseau dense et ramifié de « courroies » que forment les cellules d'entreprises et de quartiers, les municipalités contrôlées par le parti, les associations populaires et familiales et les sections locales de la CGT;
- enfin, on ne saurait tenir pour subalternes les homologues qui perdurent entre la geste quotidienne du parti et les doxas propres aux couches sociales qu'il prétend représenter. Apologie des valeurs nationales, culte du sport et de la virilité, inclination au machisme ou au racisme (Vitry), procès sans nuance de l'immoralité et de la pornographie : le parti, au-delà de concessions passagères aux « modes » (« Nous sommes le parti de la libération de la femme »), cultive soigneusement ce « traditionalisme » inhérent à un certain éthos populaire.

C'est justement cette singularité tribunitienne, source principale sinon exclusive de son rayonnement, qui devient aujourd'hui le point nodal de la compétition entre communistes et socialistes.

- A raison, tout d'abord, de « logiques de situation » pratiquement incoercibles. La coexistence à l'intérieur d'un même champ d'un puissant Parti social-démocrate et d'un puissant Parti communiste n'est pas viable. La logique naturelle du premier est de rechercher auprès des catégories populaires les soutiens propres à élargir son assise sociale et à légitimer sa prétention à une gérance réformiste du système. La logique profonde du second est d'étendre son influence au-delà des catégories populaires qu'il « encadre » afin d'appuyer son projet de pénétration du pouvoir d'Etat. L'un et l'autre moissonnent les mêmes terres. En France, actuellement, le peut consolider sa vocation de parti dominant que s'il réussit à s'assurer le contrôle majoritaire de la classe ouvrière, donc à réduire de manière significative l'influence qu'y exerce le PC via la CGT.
 - A raison, ensuite, des « rentes de situation » fraîchement

acquises par le Parti socialiste. La conquête durable du pouvoir d'Etat lui donne enfin l'occasion de remonter ses handicaps originels et de réparer ses fautives absences dans les entreprises. Le voilà, en effet, bien placé pour mobiliser un ensemble de « ressources » (maîtrise de la politique économique et sociale, initiative des réformes de structure, mise en œuvre d'un discours « anticapitaliste ») lui permettant justement de réaliser par le « haut » ce qu'il n'a jamais pu réaliser par le « bas » : s'imposer comme le traducteur privilégié des exigences des travailleurs productifs, confisquer à son profit exclusif une « fonction tribunitienne » dont il fut dans le passé constamment dépossédé, soit par l'anarcho-syndicalisme au début de ce siècle, soit par le communisme d'obédience léniniste à partir des années 1936.

Nul doute que les dirigeants communistes aient une conscience suraiguë du danger majeur qui les guette. Que restera-til, en effet, de leur antique légitimité prolétarienne si les secteurs dominants de la classe ouvrière dérivaient vers les partis et syndicats « réformistes »? Quel crédit les électeurs accorderaient-ils à un parti incapable de les représenter efficacement auprès des pouvoirs publics? C'est pour enrayer un processus qui à terme les conduirait à une marginalité de type scandinave que les dirigeants communistes s'emploient, dans le contexte difficile de l'après-mai 1981, à dresser un ensemble de contre-feux.

Le déploiement de contre-feux

Préserver à tout prix les privilèges tribunitiens du parti menacés par l'hégémonisme social-démocrate : tel est le fil rouge qui permet d'ordonner les segments parfois discordants de la stratégie communiste.

Elle éclaire, tout d'abord, l'apparent paradoxe qui sous-tend la décision de participation au pouvoir. N'est-il pas remarquable, en effet, qu'en août 1977 la direction du PCF renonce à l'union de la gauche au motif qu'elle ne contrôle plus la dynamique anticapitaliste de l'expérience? Et qu'en juin 1981 cette même direction se porte fiévreusement candidate à l'exercice du pouvoir alors qu'elle ne dispose plus d'aucune garantie pour en contrôler l'orientation? En vérité, une participation même symbolique au pouvoir d'Etat était l'unique moyen dont disposait le parti pour conjurer le risque mortel d'une identification par l'opinion ouvrière de l'Etat socialiste et du changement, de la social-démocratie et du réformisme social. La présence de quatre ministres communistes accrédite au moins cette idée que le parti prend aussi sa part dans l'entreprise de rénovation sociale à laquelle F. Mitterrand ne peut se dérober sous peine de se déjuger.

Elle explique, ensuite, la subtile dialectique de l'unité et de l'autonomie qui régit le rapport du PCF au pouvoir d'Etat. Au niveau gouvernemental et parlementaire, le parti manifeste un grand loyalisme, se déclarant solidaire des avancées réalisées et observant un silence pudique devant les mesures contradictoires au programme communiste. Au niveau tactique et propagandiste, le parti pratique en revanche une surenchère discrète mais ferme visant à souligner les temporisations des socialistes et à désigner les seuils qu'il convient de franchir pour aller de l'avant. Les mesures initiées par le pouvoir socialiste tant en matière d'imposition des fortunes qu'au sujet du financement de la Sécurité sociale ont ainsi fait l'objet de « commentaires défavorables » de la part des dirigeants communistes. Enfin, au niveau syndical et revendicatif, la CGT n'hésite pas à se porter à la tête de nombreuses luttes et à radicaliser certaines revendications. La présence d'un gouvernement dominé par les socialistes n'est pas de nature à freiner son activité contrairement à la période de l'immédiat après-guerre où elle faisait de la grève l' « arme des trusts » et appelait les travailleurs à « retrousser leurs manches ». En définitive, la rude ascèse que s'imposent les communistes au niveau ministériel ne les empêche nullement de saisir toutes les opportunités pour apparaître comme les défenseurs naturels des pauvres et des opprimés.

Elle n'est pas indifférente, enfin, à tout ce processus de consolidation interne du parti depuis le « trauma » électoral de juin. La marge de manœuvre très étroite qui est dorénavant la sienne exclut toute fantaisie en matière organisationnelle. La direction actuelle reproduit, par conséquent, très fidèlement la tradition organiciste héritée de l'époque thorézienne en vertu de laquelle l'unité sans faille de toutes les institutions du parti autour de ses couches dirigeantes constitue non seulement la clé des développements futurs mais aussi la condition des remontées politiques. Elle s'est montrée inflexible à l'égard du courant critique regroupé à l'intérieur de « Rencontres communistes » et symbolisé par l'ancien secrétaire fédéral de la région parisienne, Henri Fiszbin (6). Elle a veillé à isoler et à marginaliser les éléments oppositionnels des différentes structures de la CCT de manière à ce que la grande centrale ouvrière demeure ce relais privilégié du parti parmi les travailleurs. Elle a pris acte, enfin, lors du Comité central des 8 et 9 octobre, de la disparition de « centaines de cellules d'entreprises » et décidé de réactiver la présence du parti dans l'ensemble du mouvement syndical et associatif.

⁽⁶⁾ C'est au Comité central des 8 et 9 octobre 1981 qu'il revient de déclarer que « les fondateurs de Rencontres communistes ne sont plus membres du parti ».

Jean BAUDOUIN. — The failure of the communists in June 1981: clectoral retreat or the crisis of a hegemony?

There are two manners to interpret the Communist Party failure of June 1981; either it indicates a temporary electoral retreat, which can be surmounted in time, or it is the result of a structural decline tied to the slow disintegration of the monopolies and privileges which has assured this party the powerful positions it held within French society. The object of this article is to show the strategic processes resulting in this disintegration and to estimate the resources that the party still has at its disposal in order to avoid an irreversible decline toward becoming a marginal element.

RÉSUMÉ. — Il y a deux manières d'interpréter l'échec communiste de juin 1981; ou bien, il s'agit d'un recul conjoncturel surmontable à terme, ou bien, il sanctionne un déclin structurel lié à la lente désagrégation des monopoles et des privilèges qui assuraient au parti de puissantes positions au sein de la société civile. L'objet de cet article est de repérer les processus stratégiques qui ont favorisé cette désagrégation et d'estimer les « ressources » dont dispose encore le parti pour éviter une marginalisation irréversible.